

« Le chemin de la simple justice n'est pas facile à trouver entre les clameurs de la haine d'une part et les plaidoyers de la mauvaise conscience d'autre part », affirmait Camus en 1945. Ce constat reste d'actualité, quand des sectarismes menacent approches scientifiques et valeurs républicaines au nom du « décolonialisme » : essentialisation des identités minoritaires, qui racialise les questions sociales et politiques, communautarismes exclusifs qui divisent et opposent les citoyens, instrumentalisations cyniques de minorités supposées victimes d'une imaginaire « République blanche », attaques contre la liberté d'expression, les libertés académiques et la laïcité...

L'imprégnation décoloniale a fait surgir un nouvel espace de l'extrémisme politique : « antiracistes » racistes visant les « Blancs », gauchistes violents, islamistes plus ou moins masqués, complotistes, néoféministes misandres... Des groupuscules identitaires extrémistes s'érigent en tribunaux d'inquisition, censurent des œuvres et imposent des « débouonnages ». Ces nouveaux épurateurs, mus par le ressentiment, invoquent un prétendu « antiracisme politique » pour étendre le champ de l'intimidation.

Face à la prolifération de mémoires victimaires vindicatives et politiquement instrumentalisées, Pierre-André Taguieff dresse un état des lieux, analyse sans concession les discours décoloniaux et en esquisse une généalogie : autant d'éléments pour la discussion sérieuse d'une imposture de grande ampleur.